

VINGT-QUATRE HEURES APRÈS L'ATTENTAT KAMIKAZE

Tizi Ouzou referme la parenthèse terroriste

L'air toujours hagard, plus de vingt-quatre heures après l'attentat ayant secoué le centre-ville et malgré les quelques signes de fébrilité en guise de stigmates, les Tizi-Ouzéens donnent l'impression qu'il en faudrait plus pour les abattre. Ils ont été secoués, c'est un fait, mais ils se sont plutôt bien adaptés à la situation et tout fait pour permettre à la vie de reprendre pleinement ses droits.

Un signe de la fébrilité encore perceptible hier encore : après avoir été rouvert à la circulation, le passage longeant sur quelques dizaines de mètres le commissariat du 1^{er} arrondissement et le siège des Renseignements généraux a été de nouveau fermé à la circulation, comme cela avait été le cas durant de longues années, avant la levée de l'état d'urgence en février dernier.

Tout autour du commissariat, malgré l'énorme effort des agents communaux et des propriétaires des commerces alentours, on se rend compte combien l'explosion a dû être puissante.

La partie du mur du commissariat donnant sur le boulevard de l'hôpital et le kiosque tabac-journaux lui faisant face, presque entièrement calciné et dont le propriétaire a été l'une des personnes les plus grièvement touchées par l'attentat, étaient, hier dans la matinée, comme des lieux de pèlerinage de centaines de personnes venues des quatre coins de la wilaya qui ne pouvaient manquer de marquer une halte pour constater de près l'ampleur des dégâts induits par la puissante explosion.

Les appartements et les bureaux de la cité des 40 logements, faisant face au commissariat, l'imposant immeuble Djurdjura et l'incontournable Bâtiment-Bleu sur le boulevard Abane-Ramdane et leurs dizaines de commerces sont devenus méconnaissables, tout autant que leurs propriétaires, sérieusement ébranlés moralement.

D'ailleurs, comme le relèvera plus d'un hier, heureux qu'on ait pensé à des psychologues pour assister très rapidement les victimes, notamment celles ayant dû faire un tour aux urgences du CHU sis à moins de deux cents mètres du lieu du crime. Une nécessité absolue quand on se rappelle que les résidents de cette partie du centre-ville de Tizi Ouzou en sont au deuxième attentat en trois années.

Les cicatrices du premier ne se sont pas totalement fermées qu'ils doivent s'efforcer à puiser au fond d'eux-mêmes pour trouver la force de résister aux effets d'un second attentat aussi dévastateur qu'ont dû le trouver les experts des services de police et de l'OPGI chargés de recenser minutieusement les dégâts. Une petite lueur comparé à ce qu'ont enduré les riverains du siège des Renseignements généraux lors de l'attentat d'il y a trois ans pour se faire dédommager.

Certes, encore marqués au plus haut point par ce qu'ils ont vécu au petit matin de dimanche, mais les Tizi-Ouzéens n'ont pas pour autant arrêté de vivre. La frénésie des jours précédents a évidemment perdu en intensité, comme il était loisible de le constater surtout durant les heures ayant suivi l'attentat jusqu'à la soirée de dimanche, mais Tizi Ouzou s'est fait un point d'honneur à tenter de renouer avec la vie de tous les jours.

Ainsi, après les premières heures de la matinée dédiées au constat des dégâts, hier, sur le boulevard Abane-Ramdane et la rue Lamali, ou la route de l'hôpital comme certains aiment à l'appeler, théâtres du sanglant attentat, les deux artères parmi les plus fréquentées du centre-ville se sont muées, comme depuis le début du mois, en certains endroits en de véritables «ruches» où le commerce, si singulier en cette période de l'année que constitue le Ramadan, a repris tous ses droits majestueusement.

De temps à autre, un petit fait, comme le passage de deux psychologues de la cellule d'urgence mise sur pied pour venir en aide aux victimes et leurs familles, venait rappeler qu'un peu plus de vingt-quatre heures plus tôt, la mort a failli régner en maîtresse des lieux.

Restent les sujets de discussion et les questions en suspens en relation évidemment avec l'attentat. Pour les uns, le dédomma-



Les immeubles du boulevard des Genêts ont été touchés par l'explosion.

Photo : DR

gement des victimes suscitait l'essentiel des interrogations.

Pour les autres, en revanche, il était question de la «facilité» qu'a eue le kamikaze pour entrer à Tizi-Ville où, pourtant, la présence policière donne l'impression que sur le plan sécuritaire, la situation était maîtrisée, comme l'illustrent d'ailleurs la longue

période d'accalmie et les «succès remportés» par les services de sécurité à Tizi depuis l'attentat du 3 août 2008 contre le siège des Renseignements généraux.

Ainsi, après vingt-quatre heures dans un état pas second certes, mais plus ou moins étourdis, les Tizi-Ouzéens ont vaincu la peur et se sont remis dans le

bain des préoccupations habituelles quid en espérant que la mercuriale se mette à descendre un peu plus, quid en croisant les doigts pour que... Messi lui règle son compte à Pepe mercredi prochain lors de la seconde manche de la Supercoupe d'Espagne. La vie de tous les jours...

M. Azedine

CODE COMMUNAL ET CODE DES ÉLECTIONS

Le MSP désapprouve

C'est un Aboudjerra Soltani «mécontent» qui a réaffirmé hier son insatisfaction au sujet du projet du code communal et celui des élections.

Le MSP n'est pas satisfait du code communal et de même pour le code des élections. Aboudjerra Soltani qui estime que les réformes politiques annoncées par le président de la République lors de son dernier discours du 15 avril 2011, et ce qui s'en est suivi comme mesures techniques n'est pas sorti du cercle des consultations et de tentative d'apporter des modifications à l'arsenal législatif et juridique.

Cela constituerait, selon Soltani «un saut par-dessus les réalités concrètes» qui pourraient faire des résultats des réformes

«un non-événement» si elles ne sont pas rattrapées par le président de la République. «Le président devrait superviser personnellement l'évolution des réformes», d'après Soltani.

Si ce dernier rappelle sans cesse la confiance du parti en la «bonne volonté» du président, il souligne, toutefois, l'inverse quant à l'administration. La lenteur administrative ne va pas de pair avec la volonté politique, ne sert pas l'intérêt national et pourrait avoir des conséquences que l'administration endossera, estime Solatni.

Exprimant sa position concernant le projet du code des élections, le président du parti estime que c'est un code technique. «Nous souhaiterions lui rendre sa vision politique», notera-t-il. Il

souignera également, le fait que la commission d'observation n'a pas été changée depuis 1963. Là aussi il marque son mécontentement.

Dans ce sens, il indique que l'Etat doit transiter d'un Etat «d'appareils» vers un Etat d'institutions, relève Soltani. Le patron du MSP qui a évoqué la situation sociopolitique qui prévaut dans les pays arabes a omis de parler de la situation sécuritaire du pays, notamment l'attentat perpétré à Tizi Ouzou.

Interrogé sur ce sujet, il soutiendra que le MSP n'a pas besoin de réitérer sa position concernant le terrorisme. «Nous sommes contre le terrorisme et contre la violence», a-t-il sommé.

W. Z.

Mohamed Benchicou répond au ministre Ghlamla

Me croirez-vous, monsieur le ministre ? Vous avez justifié, à vous seul, le titre de mon roman. En vitupérant, en termes scatologiques, contre un livre que vous n'avez pas lu, en trompant consciemment l'opinion, vous n'avez pas seulement failli au devoir sacré du croyant en chef que votre rang suggère — ce qui, après tout, ne surprend plus personne — vous avez surtout donné raison au mendiant du cimetière, le héros d'un livre que vous ne lirez pas, le mendiant, monsieur le ministre pour qui ce manuscrit est le «dernier pied-de-nez aux prophètes contrefacteurs, intronisés par le mensonge qu'ils ont fait dire à l'histoire et à Dieu». Vous n'êtes qu'un prophète contrefacteur, monsieur le ministre. Un de ceux qui, pour reprendre le mendiant, «ont besoin de stimuler le peuple au nom de

Dieu pour ensuite l'asservir au nom du même Dieu et régner sous le mensonge de Dieu». Vous n'êtes, au final, qu'un de ces vigiles qui veillent, dans ce pays, sur les portes sacrées du mensonge, de l'hypocrisie, de l'ignorance, de l'aliénation et de la servitude, ces portes massives qui n'en finissent pas de se refermer sur nos enfants. Que n'avez-vous qualifié de «nauséabond» les tueries de musulmans exécutées par les groupes islamistes que vous couvrez de votre silence ? Que n'avez-vous qualifié de «nauséabond» les pillages des richesses nationales commis par vos pairs du gouvernement ? Dieu serait donc absent les jours de carnage et de pillage...

En vérité, il se confirme dans votre bouche que la surenchère religieuse vient toujours au secours d'une domination. Il y

a vingt ans, le livre Awlâd hâratîna (*Les fils de la médina*), critique implacable des nouveaux messies arabes, récit incisif sur la vie d'un quartier cairote où chacun des habitants représente un prophète de la Bible que Mahfouz décrit comme des individus médiocres et vaniteux, incapables d'améliorer la vie des habitants, a failli coûter sa vie à Naguib Mahfouz.

Deux fanatiques islamistes de la Jama'a al Islameya le poignardèrent devant son domicile. Pour le compte de qui ? Et pour quel résultat ? Vingt ans plus tard, les fils de la médina occupaient la place Tahrir... Mahfouz l'a dit, sur son lit d'hôpital : «L'écriture est maîtresse : elle agit sur la culture et sur les civilisations.» Vous pouvez suggérer des lynchages, monsieur le ministre, des mises à mort,

mais pas arrêter le cours de l'histoire.

Alors, je me le demande : vous portez-vous au secours de Dieu ou de vous-même ? Le peuple algérien s'éveille et vous n'y pouvez rien. *Le mensonge de Dieu* a été acheté par des milliers d'Algériens au moins aussi pieux que vous. Eux l'ont bien compris. Le mensonge de Dieu, c'est le livre d'un peuple que vous ne connaissez pas.

Il raconte un rêve ancien et à venir, celui d'un nouveau monde, un monde sans maître, un rêve ancien et à venir à l'intérieur duquel a toujours mûri le rêve de l'indigène algérien, le rêve de ce jour, enfin, où les hommes ne seront que des hommes, jamais plus les «ratons» des autres.

Mohamed Benchicou